

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 22 janvier 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**39 2014.RRGR.608 Motion 113-2014 Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl)
Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents**

N° de l'intervention: 113-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.06.2014
Déposée par: Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 05.06.2014
N° d'ACE: 1445/2014 du 3 décembre 2014
Direction: JCE

Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents

Le Conseil-exécutif est chargé de doter l'article 4i, alinéa 1 de la loi sur les communes de critères pertinents permettant au Grand Conseil de supprimer aux petites paroisses dans lesquelles l'entretien d'un ecclésiastique n'est pas rentable et qui refusent la fusion leur poste de pasteur ou de pasteure.

Développement

On dénombre encore 189 paroisses réformées comptant en moyenne 3151 (en 2010) et 3062 (en 2012) paroissiens et paroissiennes. Cela signifie qu'en seulement deux ans, 16 802 personnes (~ 3 %) ont quitté l'Eglise nationale réformée. Plus de dix communes comptent moins de 800 paroissiens et paroissiennes par poste d'ecclésiastique à temps plein. Il est frappant de constater que quatre de ces paroisses se trouvent dans le Jura bernois et deux dans l'Oberland bernois. Les cercles électoraux restants (sauf Thoun, Berne et l'Emmental) comptent chacun une de ces micro-paroisses. Si l'on part du critère de 1000 paroissiens et paroissiennes par poste d'ecclésiastique à plein temps, on obtient 33 de ces micro-paroisses. Or des fusions permettraient de réduire cette surdotation massive.

La loi sur les communes, qui selon l'article 2 s'applique aussi aux paroisses, ne propose malheureusement aucun critère pertinent. Les critères applicables aux communes politiques ne sont pas vraiment transposables aux paroisses. Ainsi, le critère du découvert du bilan par exemple n'est pas pertinent pour les micro-paroisses dans la mesure où les paroisses ne doivent pas prendre à leur charge les dépenses les plus élevées, c'est-à-dire les dépenses de personnel pour les ecclésiastiques. C'est pourquoi les micro-paroisses ne sont que très faiblement incitées à fusionner, même si elles sont déjà bien en-deçà d'une taille critique. Bien qu'ayant fusionné ces dernières années, maintes communes continuent au contraire de former des paroisses distinctes.

Par ailleurs, l'Eglise réformée ne juge vraisemblablement pas utile de réduire le pourcentage d'occupation des ecclésiastiques en-dessous d'un certain nombre de paroissiens et paroissiennes. La paroisse de Corgébert-Corgémont par exemple, qui ne compte plus qu'à peine 1000 âmes, a mis au concours un poste à 100 pour cent pour 2015 alors qu'elle n'aurait droit qu'à 80 pour cent. C'est la même chose pour d'autres offres d'emploi publiées ces derniers temps. C'est pourquoi les critères de la loi sur les communes doivent être modifiés de sorte que les paroisses puissent elles aussi être contraintes à fusionner en-deçà d'une certaine taille ou lorsque les communes fusionnent politiquement.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande une modification de l'article 4i, alinéa 1 de la loi sur les communes: si les paroisses n'atteignent pas une taille minimale donnée ou si les communes municipales concernées fusionnent, les postes d'ecclésiastique doivent pouvoir être réduits ou les paroisses être contraintes à fusionner.

Lors de ses débats sur l'examen des offres et des structures 2014, le Conseil-exécutif a prévu de faire rédiger un rapport détaillé présentant les relations entre l'Eglise et l'Etat dans le canton de Berne. Il s'agit d'étudier de manière approfondie et d'évaluer les conséquences financières, juridiques, politiques et ecclésiastiques d'une modification des relations entre l'Eglise et l'Etat et des bases du financement des Eglises. Le Grand Conseil a apporté son soutien à cette procédure dans une déclaration de planification.

Le Conseil-exécutif va inscrire le rapport au programme de la session du Grand Conseil de septembre 2015. Les synodes des deux grandes Eglises nationales pourront préalablement prendre position à son sujet. L'adoption comme le rejet de la présente motion anticiperait sur le débat public, raison pour laquelle le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption de la motion sous forme de postulat. Il souhaite par ailleurs relever deux aspects.

Premièrement, le Conseil-exécutif et les Eglises nationales sont en train d'établir de nouveaux critères d'attribution des postes d'ecclésiastiques aux paroisses. En ce qui concerne l'Eglise nationale réformée évangélique, les paroisses comptant de nombreux membres ne devraient désormais plus être désavantagées lors de la répartition des postes d'ecclésiastique. Il s'agit ainsi d'éviter qu'une fusion de paroisses ne se répercute négativement sur la dotation en postes. Notons également qu'il est prévu de réduire la dotation minimale à 50 pour cent.

Deuxièmement, la demande de la motionnaire empiète sur la garantie de l'existence des paroisses. Il est vrai que le Grand Conseil peut ordonner la fusion de communes contre leur volonté lorsque des intérêts communaux, régionaux ou cantonaux prépondérants l'exigent¹, mais une taille minimale n'est pas impérativement nécessaire au bon fonctionnement d'une paroisse. Seule une nouvelle révision constitutionnelle permettrait de concrétiser la demande de la motionnaire. Par ailleurs, le couplage des processus de fusion, tel que proposé, aurait plutôt tendance à mettre en péril des fusions volontaires de communes politiques.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'objet 39. Il s'agit d'une motion de Mme Schöni-Affolter, qui est adoptée par le Conseil-exécutif en tant que postulat, Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents. Vous avez la parole, Mme Schöni-Affolter. Il faut vous annoncer. Je demanderais aux porte-parole de groupes de s'annoncer.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Bei meiner Motion geht es um einen grundsätzlichen Anspruch auf Gerechtigkeit für die Gemeinden. Gemäss Verfassung gibt es politische Gemeinden und Kirchgemeinden. Bei letzteren besteht Nachholbedarf. Bei den politischen Gemeinden haben wir im Jahr 2012 mit der Revision des Gemeindegesetzes die Schrauben angezogen, um Fusionen im schlimmsten Fall erzwingen zu können. Dies geschieht dann, wenn eine Gemeinde nicht mehr selbständig funktioniert. Die Kriterien sind im Artikel 4i Absatz 1 des Gemeindegesetzes klar aufgeführt. Leider fehlen diese Kriterien für die Kirchgemeinden. Kriterien, die für die politischen Gemeinden Sinn machen, machen offenbar für Kirchgemeinden keinen Sinn. Es soll mir einmal jemand sagen, wie eine Anknüpfung an den Bilanzfehlbetrag für eine Kleinst-Kirchgemeinde zur Anwendung kommen soll, wenn sie den grössten Ausgabenposten nicht selber finanzieren muss? Der grösste Ausgabenposten, die Pfarrerröhne, wird vom Kanton finanziert. Genau dies ist der Grund, warum Kleinstkirchgemeinden nicht fusionieren: Sie haben keinen Anreiz, dies zu tun, obwohl die vernünftige Grösse teilweise

¹ Article 108, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne (RSB 101.1).

massiv unterschritten wird. Ich habe den Eindruck, dass wir hier Kriterien festlegen sollten, damit auch Kirchgemeinden einen Anreiz haben, zu fusionieren. Die Situation wird besonders seltsam, wenn auf der einen Seite die politischen Gemeinden fusionieren, doch die Kirchgemeinden separiert bleiben.

Hierzu ein konkretes Beispiel: Gadmen ist eine kleine Gemeinde im Berner Oberland. Im Jahr 2014 lebten dort 166 Kirchenmitglieder. Vor zwei Jahren waren es noch 181. Somit hatte die Kirchgemeinde in dieser Zeit einen rund zehnprozentigen Mitgliederverlust erlitten. Die Nachbargemeinde Innertkirchen hat leider auch in den letzten zwei Jahren einen Verlust von rund zehn Prozent hinnehmen müssen. Die beiden politischen Gemeinden haben fusioniert und dafür eine halbe Million Franken erhalten. Leider zeigen jedoch die Kirchgemeinden kein Interesse. Diese Situation empfinde ich als prekär. Die 166 Kirchenmitglieder in Gadmen haben immer noch 60 Prozent einer Pfarrstelle. In Innertkirchen haben die 600 Mitglieder eine 80-Prozent-Stelle. Ich könnte Ihnen noch etwa 40–50 extremere Beispiele aufzählen. Wir haben keine Handhabe, um diese Kirchgemeinden mehr oder weniger zu einer Fusion zu zwingen, wenn sie nicht mehr selbständig existieren können.

Herr Regierungsrat, ich muss sagen, dass ich Ihre Antwort als ziemlich enttäuschend empfinde. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass es jetzt, mit der neuen Verordnung, viel besser werde. Nein, das stimmt nicht. Im Gegenteil: Für ganz kleine Kirchgemeinden gibt es mit der neuen Verordnung noch weniger Anreize, zu fusionieren. Gadmen zum Beispiel hätte, wenn man nur die Kirchenmitglieder in Betracht zöge, ein Recht auf 7 Prozent einer Pfarrstelle. Mit der neuen Verordnung wird diese Stelle aufgeplustert. Es heisst, in dieser Gemeinde stehe ja noch eine Kirche, und für diese Kirche gibt es weitere 25 Stellenprozente. Weil das Gebiet weitläufig ist, fügt man nochmals 15 Prozent hinzu. So kommt man auf rund 50 Prozent. Sie sehen, wie pervers das Ganze ist. Ich gebe zu, dass diese Kirchen auch ab und zu jemanden brauchen, der sie abstaubt, wenn sie nicht gebraucht werden. Diese Regelung ist kein Anreiz für eine Gemeinde, eine Fusion vorzunehmen.

Das zweite Argument der Regierung, dass eine Mindestgrösse für das gedeihliche Funktionieren einer Kirchgemeinde nicht zwingend sei, stimmt auch nicht. 25 Prozent der Pfarrstelle gibt es nur, weil eine Kirche dort steht, aber nicht wegen der Kirchenmitglieder. Hier kann etwas nicht stimmen. Ich möchte dazu beitragen, dass man Fusionen auch bei Kirchgemeinden erzwingen kann.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP lehnt die Forderung der Motionärin ab, dass der Grosse Rat kleinen Pfarrgemeinden mit unwirtschaftlicher Pfarrversorgung Pfarrstellen kürzen kann, wenn diese eine Fusion ablehnen. Dass sich die Kirche bewegen und einen Beitrag zu den Sparmassnahmen leisten muss, ist für uns unbestritten. Der Bericht zum Verhältnis von Kirche und Staat, der unter anderem finanzielle, rechtliche, politische und kirchliche Aspekte untersucht, wird noch in diesem Jahr dem Grossen Rat vorgelegt. Es ist deshalb aus der Sicht der EVP-Fraktion nicht sinnvoll, dieser öffentlichen Grundsatzdebatte schon jetzt mit Vorstössen zu Detailfragen vorzugreifen. Es kommt hinzu, dass wir den Ansatz der Motionärin grundsätzlich als falsch erachten. Es macht keinen Sinn, dass der Kanton derart stark in die interne Organisation der reformierten Landeskirche eingreift. Vielmehr bevorzugt die EVP ein Modell, in dem der Kanton nur die Gesamtzahl der Stellenprozente definiert. Der Kanton soll die interne Verteilung auf die einzelnen Kirchgemeinden sowie allfällige Strukturanpassungen und Fusionen der Kirche selber überlassen. Um die Stellenprozente einer Kirchgemeinde zu bestimmen, gilt es nicht zwingend nur die Grösse der Gemeinde zu berücksichtigen. Es gibt auch andere Kriterien, wie zum Beispiel die Anzahl Kirchtürme, die geografische Lage, die Bevölkerungsdichte sowie weitere kircheninterne oder regionsspezifische Überlegungen mit einzubeziehen und zu gewichten. Eine Fusion von Kirchgemeinden, wie sie die Motionärin erzwingen will, ist nicht in jedem Fall zielführend. Vorstellbar sind auch andere Zusammenarbeitsformen, welche die Struktur kleiner Kirchgemeinden verbessern könnten. Wir denken zum Beispiel an eine verstärkte Zusammenarbeit mit Freikirchen oder anderen Organisationen.

Die EVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss auch in Form eines Postulats ab. Wir sind wie gesagt nicht dagegen, dass sich die Kirche stärker bewegt und ihre Strukturen hinterfragt und anpasst. Aber überlassen wir doch der Kirche selber den Entscheid, wie sie sich intern organisieren will. Die Bestimmung der Gesamtzahl der Stellenprozente durch den Kanton gibt aus unserer Sicht den nötigen Gesamtrahmen genügend vor.

Anita Luginbühl, Krattigen (PBD). Die Themen «Kirchgemeinden, Pfarrstellen und Pfarrerlöhne»

sowie das Verhältnis zwischen Kirche und Staat begleiten uns schon seit einiger Zeit. Im Rat sind sie mittlerweile eine Art Dauerbrenner geworden. Bei der Gesetzesarbeit zur Lockerung der Bestandesgarantie für Gemeinden und der Anpassung des Gemeindegesetzes haben sich Vertreter der politischen Gemeinden, der Burgergemeinden und der Kirchgemeinden immer wieder getroffen und über mögliche Fusionen innerhalb derselben Gemeindestufe beraten. Die Vertreter der Kirchgemeinden haben sich dabei immer sehr offen gezeigt und sich auch zu Fusionen positiv geäußert. Es ist auch richtig, dass sich seitens der politischen Gemeinden bezüglich Fusionen viel mehr bewegt hat seit der Abstimmung im Jahr 2012, als bei den Kirchgemeinden. Dass es seitens des Kantons zu Zwangsfusionen von Gemeinden kam, wie es die Anpassung des Gemeindegesetzes neu zulassen würde, ist mir nicht bekannt. Die Fusionen werden grossmehrheitlich immer noch von unten nach oben aufgegleist, sprich: Gemeinden diskutieren Fusionen auch ohne grossen Druck durch den Kanton, ohne wiederholten Bilanzfehlbetrag und nicht in Folge von Vakanzen bei wichtigen Verwaltungsstellen oder fehlenden Behördenmitgliedern. Die Gemeinden wollen fusionieren, weil sie sich eine Verbesserung der allgemeinen Lage erhoffen. Diese Verbesserung wollen sie aktiv durch eine Fusion herbeiführen.

Von Fusionen zwischen Kirchgemeinden haben wir tatsächlich wenig bis nichts gehört. Es ist bei den positiven Absichten aus den genannten Gesprächen geblieben. Zu meinen, in den Kirchgemeinden geschehe seit der Abstimmung im Jahr 2012 gar nichts, ist trotzdem falsch. Die ASP-Massnahme aus dem Jahr 2013 ist uns noch präsent. Wir haben beschlossen, Pfarrstellen zu streichen. Wir wissen auch, dass sich diese Stellenreduktion nicht in der von uns gewünschten Zeit realisieren lässt, und dass sie sich aufgrund der Anstellungsbedingungen der Pfarrer um zirka zwei Jahre verschiebt. Weiter haben wir ebenfalls im Rahmen der ASP für das Jahr 2015 vom Regierungsrat einen ausführlichen Bericht über das Verhältnis zwischen Kirche und Staat in Aussicht gestellt bekommen. Diesen Bericht erwarten wir im September 2015. Jetzt via Motion eine Gesetzesrevision des Artikels 4i des Gemeindegesetzes, nämlich die Voraussetzung für die Anordnung von Gemeindezusammenschlüssen durch den Grossen Rat, explizit auch für Kleinst-Kirchgemeinden zu verlangen, lehnen wir zum heutigen Zeitpunkt ab. Es würde auch bedeuten, dass wir möglicherweise eine Volksabstimmung auslösen, weil es dazu eine Verfassungsänderung bräuchte. Wir würden dies tun, ohne den Bericht des Regierungsrats zu kennen, der diesen Herbst publiziert wird. Haben wir doch die nötige Geduld, um den Bericht abzuwarten, der im Herbst 2015 erscheinen wird, und überweisen wir diesen Vorstoss jetzt als Postulat! Die BDP unterstützt dies grossmehrheitlich, doch ein paar Mitglieder lehnen auch das Postulat ab. Die Motion hingegen findet bei uns ganz sicher keine Zustimmung.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich brauche genau 25 Sekunden. Die FDP unterstützt die Antwort des Regierungsrats. Es ist so, dass der Kirche langsam die Schäfchen davonlaufen. Dies ist kein Wunder, denn die Kirche versteht ihre Rolle immer mehr politisch und macht zum Teil eine linke Integrations- und Asylpolitik. Das goutieren nicht alle, und deshalb kommt es zu diesem Resultat. Somit muss man umstrukturieren. Doch ich denke, diese Motion bringt uns hier nicht weiter. Es ist bereits einiges am Laufen. Deshalb haben wir den Eindruck, dass ein Postulat das Äusserste ist, dem wir zustimmen können. Wir folgen somit der Regierung.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Die EDU-Fraktion vertritt die Meinung, dass man sowohl die Motion wie auch das Postulat ablehnen und den Bericht abwarten sollte, der im Herbst diskutiert wird. Diese Frage ist zu wichtig, als dass man einfach so schnell einen Teilbereich anpassen kann. Meine Vorredner haben viel Positives gesagt, das wir so auch unterschreiben können. Wir möchten jedoch noch darauf hinweisen, dass uns etwas anderes lieber wäre: Uns wäre es lieber, wenn wir bei den Kirchen nicht Stellen abbauen, sondern welche schaffen müssten. Dies täte unserem Staat gut. Wenn wir schauen, wie viele soziale Probleme wir haben, dann wäre es vielleicht manchmal gar nicht schlecht, sich auf beständige Werte, und aus meiner Sicht auf christliche Werte, zurückzubessinnen. Damit könnte vielleicht manches Problem, mit welchem wir uns hier drin herumschlagen, auf eine viel bessere Art und Weise gelöst werden. Von daher gesehen ist ein Stellenabbau genau das Falsche. Durch den Stellenabbau würden Ansprechpartner fehlen, die Zeit haben, und denen man, wie man auf Berndeutsch sagt, auch mal «is Gilettäschli gränne» kann. Die Sache ist nicht einfach. Auch wenn die Motionärin versucht hat, das Thema sehr sachlich vorzubringen, habe ich ein schlechtes Gefühl dabei, wenn ich ihren Ausspruch über das Abstauben der leeren Kirchenbänke höre. Vielleicht hätte dieser lustig sein sollen. Doch es steht auch geschrieben, dass der Mensch ernte, was er säe. Ich hoffe, dass die Motionärin nicht das, was sie

vielleicht etwas unüberlegt gesagt hat, sät, sondern etwas Positives, das ihr gut tut und sie weiterbringt. Wir sind gespannt auf den Herbst und auf die Diskussion, die dann stattfinden wird. Wie gesagt: Wir empfehlen Ihnen, Motion und Postulat abzulehnen.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Franziska Schöni, die Kunst der Politik besteht darin, Motionen zu formulieren, auch wenn eigentlich gar kein Stoff vorhanden wäre. Ich gratuliere dir, du hast es auch diesmal wieder geschafft. Wir haben heute 357 politische Gemeinden. Wir haben 246 evangelisch-reformierte, römisch-katholische oder christkatholische Kirchgemeinden. Das heisst, es gibt 100 Kirchgemeinden weniger, als es politische Gemeinden gibt. Hinzu kommt, dass überall Bestrebungen in Richtung Gemeindefusionen in Gang sind, wobei häufig auch die Kirchgemeinden fusionieren. Du hast Gaden und Innertkirchen erwähnt. Ich kenne diese Beispiele auch ein wenig. Geh einmal dorthin und schau, wie weit die Pfarrer fahren müssen, wenn sie Hausbesuche machen wollen. Das ist wohl nicht ganz mit Bern vergleichbar. Ich möchte mich auf die Antwort des Regierungsrates abstützen. Der Regierungsrat schreibt, dass die Überprüfung via ASP in Gange ist, und dass dieser Bericht, zu dem wir dann Stellung nehmen können, in der Septembersession vorgelegt wird. Was man bis dahin noch zusätzlich prüfen will, ist mir schleierhaft. Ich möchte nicht länger reden, es wurde schon sehr viel gesagt, was ich nicht alles wiederholen möchte. Die SVP-Fraktion lehnt sowohl die Motion wie auch das Postulat ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bringt diesem Vorstoss grundsätzlich viel Verständnis und Sympathie entgegen. Wir wünschten uns auch, dass man bei den Einwohnergemeinden über eine Kleinstgrösse sprechen würde. Auch dort wäre es notwendig, gemeinsam zu analysieren, ob es richtig ist, im Kanton Bern so viele Gemeinden zu haben. Die Kirchgemeinden im Kanton Bern sind verunsichert. Das hören Sie sicher auch in Ihren Regionen. Sie sind verunsichert wegen unseren Sparbeschlüssen, die ich im Übrigen richtig finde. Den Bericht zu Kirche und Staat haben die Kirchen bereits erhalten, sie wissen, was für einen Bericht wir erhalten werden. Ich weiss noch nicht, ob sie zu Recht oder zu Unrecht verunsichert sind. Wenn wir die Motion jetzt überwiesen, würden wir diese Verunsicherung noch verstärken, und das möchte ich nicht. Ich möchte, dass wir von der Politik her zusammen mit unseren drei Landeskirchen darüber diskutieren, wie es weitergehen soll. Deshalb ist es auch richtig, dass der Regierungsrat meine ursprüngliche Idee aufgenommen hat und diesen Bericht herausgeben wird. Deshalb braucht es auch den Druck durch diese Motion nicht. Wir werden über genau dieses Thema noch diskutieren. Im Herbst wird der Bericht in der SAK besprochen. Dann kommt er ins Plenum. Wir werden dann die Gelegenheit haben, auch hier am Rednerpult über Kleinstgemeinden zu sprechen. Wahrscheinlich werden wir gar nicht gross darüber sprechen müssen, ob die kleinsten Kirchgemeinden fusionieren sollen oder nicht. Vielleicht kommen wir dazu, das System so anzupassen, dass die Finanzierung der Löhne der Pfarrerinnen und Pfarrer der Landeskirchen nicht mehr über den Kanton erfolgen würde, sondern indem wir den drei Landeskirchen mit einem Leistungsvertrag sagen, was wir möchten. Ob dies nun linke Ideen sind, Herr Klopfenstein, darüber kann man auch wiederum diskutieren. Wir könnten von der Politik her vorgeben, was die Kirchen tun sollen. In diesem Zusammenhang könnte man auch festlegen, dass die Kirchen selber ihre Pfarrerinnen und Pfarrer finanzieren sollen. Wenn wir diesen Systemwechsel vollziehen würden, wären die kleinsten Gemeinden wohl auch so weit, dass sie sich zusammenschliessen und gemeinsame Stellen schaffen würden. (*La présidente agite sa cloche.*) Dann hätten sie diese Garantie, die es heute gibt, auch nicht mehr. Wir möchten somit jetzt warten. Wenn sie hier im Rat mehrheitsfähig ist, könnte man diese Idee im Rahmen eines Systemwechsels einbringen. Deshalb ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion grossmehrheitlich für ein Postulat. Eine Motion würden wahrscheinlich die wenigsten unterstützen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich kann gerade dort anfangen, wo Adrian Wüthrich aufgehört hat, nämlich mit dem Sonderfall Kanton Bern. Im Kanton Bern ist es so, dass die Löhne der Pfarrerinnen und Pfarrer über die Steuergelder des Kantons und nicht über die Kirchensteuer finanziert werden. Solange dies so ist, ist es klar, dass die Bereitschaft für einen Strukturwandel bei den Kirchen viel geringer ist, als wenn sie sich selbst finanzieren müssten. Solange wir diesen Sonderfall haben, der bis jetzt auch von einer Mehrheit politisch gewünscht wurde, kann die Kirche nicht nur die Rechte, die sie daraus ableitet, geniessen. Sie muss auch damit leben, dass von Seiten der Politik darüber mitbestimmt wird, wie sie sich organisiert. Hier unterscheiden wir uns vom Sprecher der EVP: Wir sind der Meinung dass der Staat auch mitbestimmen darf, wie sich die Kirche organisiert und wie

sie ihr Geld einsetzt, solange die Landeskirche so eng mit dem Staat verknüpft ist. Bei den Freikirchen, welche ja in der EVP auch gut verankert sind, sieht es anders aus. Hier habe ich oft eine andere Meinung, als die Freikirchen sie vertreten. Doch es würde mir völlig fern liegen, mich in die Organisation oder in die Inhalte einzumischen.

Für uns ist diese Motion sowohl liberal als auch fair. Sie will nichts anderes, als gleich lange Spiesse für alle Kirchgemeinden. Sie will nicht, dass kleine Kirchgemeinden überdurchschnittlich viele Pfarrstellen-Prozente pro Anzahl Gläubige bekommen. Wir wollen auch nichts vorschreiben. Es steht nicht geschrieben, dass man jemanden zu etwas zwingen soll. Die Kirchen würden weiterhin die Wahl haben, zu einer grösseren Kirchgemeinde zu fusionieren, oder in Kauf zu nehmen, dass sie eine geringere Anzahl Stellenprozente erhalten. Es ist den Kirchgemeinden überlassen, ob sie damit das Angebot einschränken, was die kirchliche Tätigkeit anbelangt, oder ob sie sich beispielsweise durch andere Kanäle finanzieren wie zum Beispiel durch Spenden.

Noch etwas ist wichtig: Gerade auf dem Land erbringen die Kirchgemeinden wichtige soziale Dienstleistungen. Die glp hat immer signalisiert, dass sie selbstverständlich bereit wäre, Dienstleistungen, die der ganzen Gesellschaft und nicht nur den Gläubigen zugute kommen, direkt über Leistungsverträge abzugelten. Dafür braucht es jedoch keine kleinräumigen Strukturen und auch keine überdurchschnittliche Anzahl Pfarrstellen in kleinen Gemeinden. Heute fehlen die Anreize für solche Fusionen. Genau dies will die vorliegende Motion ändern. Aus der Antwort des Regierungsrates möchte ich nur einen Satz herausgreifen, der schon fast etwas zynisch klingt. Wenn der Regierungsrat sagt: «Eine Mindestgrösse ist für das gedeihliche Funktionieren einer Kirchgemeinde indessen nicht zwingend erforderlich», dann ist dies selbstverständlich richtig. Doch es ist nur deshalb richtig, weil heute die Steuerzahler des Kantons und eben nicht die Mitglieder diese Pfarrstellen massgeblich finanzieren. Es ist tatsächlich so: Solange sich dies nicht ändert, ist es für das Gedeihen einer Kleinst-Kirchgemeinde kein Problem, wenn sie immer weniger Mitglieder hat. Wir möchten dies ändern. Wir bitten darum, dieser Motion zuzustimmen. Falls die Motionärin sich dazu entscheidet, sie in ein Postulat umzuwandeln, was sie gerade mit einem Nicken signalisiert, werden wir selbstverständlich auch einem Postulat zustimmen.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Die grüne Fraktion hält es mit den Kirchgemeinden wie mit den politischen Gemeinden. Wir finden Fusionen sinnvoll, vor allem dann, wenn eine Gemeinde dies auch tun will und sich mit dieser Aufgabe konstruktiv auseinandersetzt. Ein Zwang, zu fusionieren, ist überall problematisch und bringt uns nicht weiter. Wir teilen die Einschätzung, dass eine Fusion sinnvoll sein kann. Wir teilen auch die Einschätzung der Regierung, dass man diese Forderung als Postulat entgegennehmen könnte. Wir werden einem Postulat mehrheitlich zustimmen. Was wir hingegen nicht unterstützen, ist das Vorgehen, auf einzelnen Kirchgemeinden herumzuhacken. Ich bin nicht damit einverstanden, dass man eine einzelne Kirchgemeinde hervorzerzt, wie dies Franziska Schöni getan hat. Ich frage mich, ob diejenigen, die immer über Gadmen reden, schon einmal in Gadmen waren und sich überlegt haben, wie die Leute dort leben, und welche Aufgaben ein Pfarrer oder eine Pfarrerin dort übernimmt. Ich weiss, dass in Gadmen Leute wohnen, die Steuern zahlen und Aufgaben wahrnehmen und die Gesellschaft mittragen. Dazu gehört auch das Projekt Qualifutura, welches dazu beiträgt, dass Jugendliche, die es im Leben schwierig haben, im beschaulichen Gadmen auf eine geregelte Bahn gelangen können. Hören wir also damit auf, einzelne Gemeinden diffamieren zu wollen, sie in Schwierigkeiten zu bringen und so zu tun, als wären sie Sünder. Das widerstrebt mir sehr. Doch dies war eine persönliche Aussage. Die grüne Fraktion wird dem Postulat grossmehrheitlich zustimmen, weil wir im Grundsatz die Forderung nach Fusionen durchaus verständlich finden. Doch wir sind auch der Meinung, dass wir zuerst den Bericht abwarten und solide Arbeit leisten und nicht rasch etwas herbeifuschen sollten.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die Kirchen sind im Umbruch. Seit dem Jahr 2000 wurden 15 Prozent der Pfarrstellen abgebaut. Im Rahmen der ASP haben wir weitere 27 Pfarrstellen beziehungsweise 7 Prozent der Stellen abgebaut. Wo in der Verwaltung sind in den letzten 15 Jahren mehr als 20 Prozent der Stellen abgebaut worden? Das Gesetz wurde entsprechend angepasst. Die Verordnung haben wir in der Finanzkommission beraten. Die Motionärin, Franziska Schöni-Affolter, war auch dabei. Der Bericht zum Verhältnis von Kirche und Staat steht vor dem Abschluss und wird noch in diesem Jahr präsentiert. Dies wurde bereits mehrmals gesagt. Grundlagen für die Zuteilung von Pfarrstellen sind in genügendem Mass vorhanden. Mit dieser Motion hat die Motionärin wieder einmal ihr Steckenpferd gesattelt.

Ein paar Bemerkungen zum Inhalt dieser Motion: Die Kriterien für die Zuteilung von Pfarrstellen sind in der Verordnung klar geregelt. Die Anzahl Kirchenmitglieder ist nicht das einzige Kriterium für die Zuteilung der Pfarrstellen. Dies steht auch in der neuen Verordnung. Die meisten Kirchaustritte geschehen auf dem Friedhof. Die Unabhängigkeit der Kirchgemeinden ist zu respektieren. Wenn die Kirchgemeinde bereit ist, einen Anteil der Pfarrstellen selber zu finanzieren, dann muss dies weder den Kanton, noch den Grossen Rat, noch die Motionärin stören. Die Fusion der Kirchgemeinden hat rein gar nichts mit der Fusion der politischen Gemeinden zu tun. Die Fusion unter kleinen Kirchgemeinden ist nicht immer einfach. Es wäre zum Beispiel recht schwierig, wenn die Kirchgemeinde Gadmen mit der Kirchgemeinde Cortébert-Corgémont fusionieren möchte. Hören wir doch auf, unsere eigenen Kirchgemeinden zu schwächen! Paul Hinder, Schweizer Bischof in Arabien, hat kürzlich in einem «Bund»-Interview Folgendes gesagt: «Das Problem ist nicht die Stärke des Islams, sondern die Schwäche der christlichen Kirchen.» Was nützt es uns, über ein Minarett-Verbot abzustimmen oder Gesetze über Kopftuch- und Schleierverbote zu verfassen, wenn wir ständig unsere eigenen Kirchen schwächen? Hören wir auf, an dem Ast zu sägen, auf dem wir sitzen. Lehnen wir die Motion, und auch ein allfälliges Postulat, mit Überzeugung ab!

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich persönlich bin seit rund 35 Jahren in der Landeskirche engagiert. Ich stelle fest, dass diese Landeskirchen ganz unterschiedliche Strukturen haben. So war ich zum Beispiel im letzten Sommer in der St-Stephan-Kirche an einem Gottesdienst. Es waren wenige Leute anwesend, doch die Atmosphäre war sehr familiär, und die gesamte Situation erschien mir gut. Ich habe auch gesehen, wie sich die Kürzung der Pfarrstellen auf die Gemeinden ausgewirkt hat, mit denen ich zu tun habe. Dazu gehört Blumenstein. Hier hat die Kirchgemeinde selber entschieden, einen Teil des Pfarrerlohns mit anderen Mitteln zu bestreiten, damit sie ihren Pfarrer behalten kann. Es ist interessant, dass die Vorlage, über die wir abstimmen, weder mit unseren Finanzen, noch mit unseren Aufgaben etwas zu tun hat. Wir mischen uns hier in etwas ein, das nicht unsere Sache ist. Die Zuteilung der Pfarrstellen regelt die Landeskirche in Zusammenarbeit mit der Kirchendirektion. Wenn ich hier etwas von Fairness unter den Kirchgemeinden höre, oder von gleich langen Spiessen, dann ist dies eine Äusserung von jemandem, der keinen Bezug zu einer Kirchgemeinde hat und nicht sieht, worum es geht. Wir haben zwischen den Kirchen mit dem Verteilschlüssel, der erstellt wurde, überhaupt kein Problem. Die Kirchgemeinde Spiez hätte 30 Prozent mehr Pfarrstellen zugute, doch es käme niemandem in den Sinn, auf eine solche Erhöhung zu pochen zulasten einer anderen Gemeinde, die sonst Mühe hätte. Ich bitte Sie, solchen Vorhaben, bei denen man sich in etwas einmischen will, das einem eigentlich nichts angeht, weder mit einem Postulat noch mit einer Motion zu helfen. Lehnen Sie solche Dinge grundsätzlich ab. Ich bin Ihnen dafür dankbar.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Der Regierungsrat macht Ihnen beliebt, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Die Motionärin spricht von einem grundsätzlichen Anspruch auf Gerechtigkeit bei den Gemeinden und vergleicht Äpfel mit Birnen. Sie kommt aus der «Bremgarten-Herrschaft», wie sie im Mittelalter hiess. Es gab ein Bremgarten-Stadtgericht, welches mit Kirchlindach fusioniert hat. Bremgarten wollte 1946 mit der Stadt Bern fusionieren, was sich durchaus gelohnt hätte. Dieses Beispiel erwähne ich nicht wegen der Geschichte. Bremgarten umfasst keine zwei Quadratkilometer und zählt 4300 Einwohnerinnen und Einwohner, die Motionärin eingeschlossen. Die Motionärin stammt aus dem Kanton Solothurn. Die Gemeinde Gadmen-Innertkirchen hat mit 236,6 Quadratkilometern einen Drittel der Fläche des Kantons Solothurn. Es ist kein Problem, diese Gemeinde immer wieder zu erwähnen. Dies erlaubt mir, mein Angebot an die Motionärin zu erneuern, gemeinsam nach Gadmen-Innertkirchen zu fahren. Die Kirche leistet einen grossen Beitrag. Zwischen den Jahren 2000 und 2020 spart sie insgesamt 20 Prozent ein, doch darüber werden wir später in diesem Jahr noch sprechen.

Grossrat Michael Köpfli hat vom «Sonderfall Kanton Bern» gesprochen. Ich werde ihn gerne darüber informieren, dass die Kirchgemeinden nicht durch einen Gnadenakt entschädigt werden, sondern weil sie 1804 den Konkurs des Kantons Bern abgewendet haben. Man kann darüber streiten, welche Grösse etwas haben muss, und ob immer grösser auch immer besser ist. Doch dies wollen wir jetzt nicht tun. Ich wünsche Ihnen allen eine gute Zeit und bin froh, wenn Sie die Motion ablehnen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Danke für die Einladung zu einem Besuch in Gadmen. Ich danke auch dafür, dass Sie bereit sind, meine Motion als Postulat anzunehmen. Ich bin gewillt, diese Motion umzuwandeln, weil ich sehe, dass wir uns im Gespräch mit den Kirchen befinden. Wir müssen neue Lösungen suchen, und wir sind auf einem guten Weg, doch wir müssen dies noch mit einem Postulat unterstreichen. Ich möchte eine faire Gleichbehandlung der Kirchgemeinden und der politischen Gemeinden. Meine Damen und Herren, das steht so in der Verfassung! Für die Änderung des Gemeindegesetzes braucht es keine Verfassungsänderung, liebe Anita Herren, da liegst du falsch. Ich möchte einfach überall mit denselben Ellen messen. Das scheint mir nicht so ungeheuer anspruchsvoll zu sein. Ich möchte auch etwas für die aktiven Kirchenmitglieder tun, und nicht für eine Kirche, die einfach während Hunderten von Jahren dasteht. Ich möchte etwas für eine lebendige, fortschrittliche Kirche tun. Wenn sich Kirchen neu gruppieren oder auch unter Druck zusammenschliessen, können sie gute Vorwärtsstrategien entwickeln. Sie müssen nicht mehr pro Jahr oder innerhalb von zwei Jahren 10 Prozent ihrer Mitglieder verlieren. Ich bitte Sie, diese Motion als Postulat anzunehmen.

La président. Comme vous l'avez entendu, la motion a été transformée en postulat. Nous allons donc voter sur le postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui	48
-----	----

Non	85
-----	----

Abstentions	5
-------------	---

La présidente. Vous avez rejeté ce postulat.